filpac cgt
Le Livre, le Papier et la Communication
www.filpac-cgt.fr
CPMM
• Marseille, le 25 novembre 2026

LES ÉDITEURS RETIENNENT L'ARGENT, LES SALARIÉS PAIENT LA FACTURE

La Coopérative de presse et de messagerie méditerranéenne (CPMM) est en sursis jusqu'au 28 novembre, date butoir du renouvellement de son mandat de distribution. Sa situation financière, fortement dégradée, risque de lui être fatale. Pourtant, depuis 2021, ce sont les salariés eux-mêmes qui ont repris leur entreprise pour maintenir l'activité. Aujourd'hui, 65 emplois sont menacés.

Certes, le secteur de la distribution de la presse est moribond. Les ventes de journaux s'effondrent, les kiosques ferment les uns après les autres, les prix du carburant flambent et les éditeurs réduisent les rémunérations. Mais ces difficultés ne peuvent pas servir d'excuse à ceux qui préfèrent regarder crever une entreprise plutôt que d'assumer leurs responsabilités. La CPMM assure la distribution de la presse dans les métropoles d'Aix-Marseille-Provence et de Toulon, ainsi que dans une partie du Vaucluse. Sa disparition priverait ces territoires d'un acteur essentiel pour la diffusion de l'information.

Pendant que les salariés se battent pour maintenir leur activité, que font les éditeurs ? Ils retiennent l'argent ! L'État accorde des aides publiques pour soutenir la distribution de la presse. Mais les fonds transitent par les éditeurs, qui font de la rétention. Résultat, des millions d'euros restent bloqués, malgré les dispositions de la loi Bichet. Les éditeurs encaissent, les distributeurs attendent et les salariés trinquent.

Cet argent public n'appartient pas aux éditeurs ! Il doit être reversé immédiatement. Ce détournement est inadmissible et met directement en péril l'avenir de la CPMM. Pour la Filpac CGT, il est également urgent de revoir ce système qui permet à des intermédiaires de retenir les aides destinées à ceux qui assurent réellement la distribution. Les fonds publics doivent parvenir directement aux acteurs de la filière.

Pour la Filpac CGT, l'État doit prendre ses responsabilités et imposer le reversement immédiat des aides.

C'est aussi une question démocratique. Comment acheter un journal s'il n'est plus distribué ? À quoi bon défendre le pluralisme de la presse si l'on laisse disparaître les réseaux qui permettent aux citoyens d'accéder à l'information ? À force de soumettre l'ensemble de la filière aux logiques financières, c'est la liberté d'informer elle-même qui se retrouve fragilisée. Les premiers à en payer le prix seront les lecteurs, privés d'une partie de leurs sources d'information. Dans une démocratie déjà malmenée par les fake news et la propagande, l'accès à une presse libre, indépendante et pluraliste devrait être une priorité absolue. Pourtant, depuis des années, les gouvernements multiplient les grandes déclarations sur la liberté de la presse tout en laissant son réseau de distribution s'enfoncer dans la crise. Les discours ne sauveront ni les entreprises ni les emplois.

Les 65 salariés de la CPMM n'ont pas à payer la facture de cette gestion calamiteuse. Ils ont repris leur entreprise, maintenu l'activité et continué à assurer leur mission. Il serait particulièrement indécent de les sacrifier aujourd'hui. Pour la Filpac CGT, l'État doit prendre ses responsabilités et imposer le reversement immédiat des aides. La pérennité de l'activité et la sauvegarde des emplois ne peuvent plus attendre.



La liberté de la presse ne se défend pas seulement dans les discours. Elle se défend aussi dans les imprimeries, les dépôts et les kiosques.

Sans ceux qui fabriquent et distribuent les journaux, le droit à l'information risque de rester lettre morte.

filpac cgt
Fédération des travailleurs des Industries du Livre, du Papier et de la Communication
Case 426 – 263, rue de Paris – 93514 Montreuil cedex / Tél. : 01 55 82 85 74 / Fax : 01 55 82 85 67
www.filpac-cgt.fr / filpac@filpac-cgt.fr